

COLLOQUE

Alexandre Ribot, une vie en politique

(du Second Empire à la Première Guerre mondiale)



Alexandre Ribot dans la cour de l'Élysée (1921)

Paris / Saint-Omer

janvier-mars 2023

Argumentaire

Député puis sénateur pendant plus de quarante-quatre ans, onze fois ministre dans quatre ministères différents et cinq fois président du Conseil, Alexandre Ribot (1842-1923) dispose d'un des plus beaux *curriculum vitae* du personnel politique de la Troisième République.

Durant de longues décennies la carrière politique de Ribot n'a pas retenu l'attention des historiens, tandis que sa mémoire s'est progressivement effacée. À partir de la biographie réalisée en 1974 par un universitaire néerlandais Martin Schmidt et le dépôt aux Archives nationales vingt ans plus tard de ses archives personnelles, un intérêt grandissant pour ce « grand parlementaire libéral » (Jean-Marie Mayeur) se manifeste depuis une vingtaine d'années¹, alimenté par les renouvellements historiographiques sur le courant libéral, sur les modérés, sur la professionnalisation du personnel politique, ou encore sur les réseaux entourant les républicains de gouvernement.

Le centenaire du décès d'Alexandre Ribot, survenu le 13 janvier 1923, offre l'occasion de lier en gerbe une partie de ces recherches afin de construire une biographie plus aboutie de cette grande figure républicaine, mais aussi, au-delà de sa personne, d'éclairer certains aspects encore peu étudiés du « monde de la Troisième République » (Gisèle et Serge Berstein).

C'est dans une famille bourgeoise de Saint-Omer que naît en 1842 Alexandre Ribot. Juriste de formation, il s'imprègne de la culture politique libérale dans les milieux de l'opposition au Second Empire (Conférence du stage, salon de Prosper Duvergier de Hauranne, Conférence Molé, Barreau de Paris, Société de législation comparée...). Proche collaborateur de Jules Dufaure dans les débuts de la Troisième République, il se décide en 1878 à affronter le suffrage universel afin de porter sa vision de la République, celle d'une République modérée, libérale dans son fonctionnement mais conservatrice dans son rapport à la société. Ribot est élu député à l'occasion d'une élection législative partielle à Boulogne-sur-Mer. À la Chambre, il s'illustre immédiatement en s'opposant aux différents gouvernements républicains au nom précisément du libéralisme politique. Il attaque par exemple avec force le « grand ministre » Gambetta dès sa formation en novembre 1881 et contribue à la chute du cabinet Ferry le 30 mars 1885 sur la question du Tonkin.

Alors qu'il s'affirme comme l'une des personnalités montantes de la Chambre, Ribot perd son siège de député aux élections législatives de 1885, organisées au scrutin de liste. Cette parenthèse politique est vite refermée car dès 1887 il regagne l'hémicycle du Palais-Bourbon. Dès lors, il s'affirme comme l'un des principaux chefs du parti républicain modéré. En mars 1890, il est nommé pour la première fois ministre, en charge des Affaires étrangères. Il reste au

¹ BADIER Walter, *Alexandre Ribot et la République modérée : formation et ascension d'un homme politique libéral (1858-1895)*, préface de Jean Garrigues, Paris, Institut universitaire Varenne, Collection des Thèses, 2016, 632 p. ; DESRUMAUX Véronique, *Alexandre Ribot, un président du Conseil par intérim ?*, Mémoire de DEA, sous la direction de Bernard Ménager, Université de Villeneuve d'Ascq, 1991 ; « Alexandre Ribot, parlementaire du Pas-de-Calais (1842-1923) », *Revue du Nord*, t. LXXII, n° 288, 1990, p. 881-905 ; *Alexandre Ribot, un homme d'influence ?*, Mémoire de maîtrise, sous la direction de Bernard Ménager, Université de Villeneuve d'Ascq, 1989 ; GARRIGUES Jean, « Alexandre Ribot, des principes libéraux au pragmatisme de guerre », *Histoire@Politique*, n° 16, janvier-avril 2012 ; JUILLET Anne-Cécile, *Alexandre Ribot et les luttes religieuses en France, de 1789 à 1907*, Mémoire de DEA, sous la direction de Jean-Marie Mayeur, Université Paris IV, 2001 ; MAYEUR Jean-Marie, « Un grand parlementaire libéral. Alexandre Ribot et la séparation des Églises et de l'État », *Commentaire*, n° 111, automne 2005, p. 721-726 ; MULLER Raphaël, *Alexandre Ribot ou comment apprivoiser la souveraineté populaire. Étude de la correspondance d'Alexandre Ribot avec sa femme*, Mémoire de maîtrise, sous la direction de Jean Marie Mayeur, Université Paris IV, 2001, 154 p. ; MULLER Raphaël, *Les métamorphoses de la culture libérale sous la Troisième République : le cas d'Alexandre Ribot*, mémoire de DEA, sous la direction de Jean-Yves Mollier, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2003, 161 p. ; MULLER Raphaël, « Entre ancrage local et ambition nationale : Alexandre Ribot ou l'enracinement d'un député (1878-1914) », *Histoires et sociétés rurales*, no 29, 1^{er} semestre 2008, p. 133-163 ; SCHMIDT Martin, *Alexandre Ribot, odyssey of a liberal in the Third Republic*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1974, 184 p.

Quai d'Orsay jusqu'en janvier 1893, époque décisive dans la négociation de l'alliance franco-russe. Par la suite, il occupe à plusieurs reprises la présidence du Conseil, notamment de janvier à octobre 1895. Après cette date, Ribot est écarté des responsabilités gouvernementales pendant près de vingt ans. Il conserve cependant un poids majeur dans la vie politique en présidant notamment de grandes commissions ou en intervenant en séance lors des principaux débats. Ses prises de positions lors de la discussion des lois sur les associations (1901) et de séparation des Églises et de l'État (1905) sont particulièrement marquantes. Élu à l'Académie française en 1906, il décide trois ans plus tard de quitter le Palais-Bourbon pour rejoindre celui du Luxembourg. Sa carrière semble alors toucher à son terme. Ribot lui-même évoque une certaine lassitude. Les circonstances exceptionnelles de la Première Guerre mondiale expliquent son retour au gouvernement. D'août 1914 à mars 1917, il est en charge du ministère des Finances, puis, de mars à septembre 1917, il reprend la présidence du Conseil et le ministère des Affaires étrangères. Il conserve jusqu'à sa mort, en 1923, son siège au Sénat. Comme l'indique André Tardieu, Ribot « a joué un rôle important à chaque grande phase de notre histoire, du Seize mai [1877] jusqu'à la Grande guerre ».

Une première journée abordera la carrière nationale de Ribot autour de trois axes : son « métier » de député puis de sénateur au temps du « parlementarisme absolu » (sa vision des institutions, son activité au parlement et en dehors, sa place au sein du microcosme parlementaire), son action gouvernementale (en tant que ministre et président du Conseil) durant la « République progressiste » et la Première Guerre mondiale, sa participation à des réseaux situés dans le champ politique et en dehors de celui-ci.

Une seconde journée traitera de la carrière locale de Ribot dans le Pas-de-Calais : son ancrage progressif en relation avec les dynamiques politiques du département, ses soutiens et ses réseaux, le regard porté sur lui par ses contemporains et sa mémoire.

Le colloque sera organisé par le CHPP (Comité d'histoire parlementaire et politique) en partenariat avec l'Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHiS), le Centre de Recherche et d'Études Histoire et Sociétés (CREHS), le Sénat et l'Agence d'urbanisme et de développement Pays de Saint-Omer – Flandre intérieur.

Le colloque se déroulera en deux temps : à Paris (Palais du Luxembourg) le 13 janvier 2023 et à Saint-Omer en mars 2023. La première journée abordera la dimension nationale de la carrière politique de Ribot et la seconde son aspect local, dans le Pas-de-Calais.

Calendrier de soumission

Les propositions de communication (résumé de 1 000 signes et bref CV scientifique) doivent être adressées à Pierre Allorant (pierre.allorant@univ-orleans.fr) et à Walter Badier (walter.badier@univ-orleans.fr) au plus tard le 31 mai 2022.

L'acceptation des propositions sera communiquée au début du mois de juillet 2022.

Comité scientifique

- Pierre Allorant, professeur d'histoire du droit et des institutions (université d'Orléans) et secrétaire général du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP)
- Éric Anceau, maître de conférences HDR en histoire contemporaine (université de Paris-Sorbonne)
- Walter Badier, maître de conférences en histoire contemporaine (université d'Orléans) et secrétaire général du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP)
- Christophe Bellon, maître de conférences en histoire contemporaine (université catholique de Lille)
- Fabienne Bock, professeur émérite d'histoire contemporaine (université Paris-Est Marne-la-Vallée)
- Delphine Diaz, maîtresse de conférences en histoire contemporaine (université de Reims Champagne-Ardenne)
- Jean Garrigues, professeur émérite d'histoire contemporaine (université d'Orléans) et président du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP)
- Sylvie Guillaume, professeure émérite d'histoire contemporaine (université Bordeaux Montaigne)
- Jean-Marc Guislin, professeur émérite d'histoire contemporaine (université Charles de Gaulles-Lille 3)
- Jean-Pierre Machelon, professeur émérite et doyen honoraire de la Faculté de droit de l'université Paris Descartes et directeur d'études émérite à l'École pratique des Hautes Études
- Antoine Prost, professeur émérite d'histoire contemporaine (université Paris 1-Panthéon-Sorbonne)
- Odile Roynette, professeure d'histoire contemporaine (université de Bourgogne)
- Jean Vavasseur-Desperriers, professeur d'histoire contemporaine (université Charles de Gaulles-Lille 3)

Comité d'organisation

- Pierre Allorant
- Walter Badier
- Jean-Marc Guislin
- Yann Hodicq
- Olivier Tort, maître de conférences en histoire contemporaine (université d'Artois)
- Julien Rycx, professeur agrégé et docteur en histoire contemporaine